**Dossier A1 :**

**Dossier de demande d’agrément ESUS**

**« Entreprise solidaire d’utilité sociale »**

Les catégories mentionnées II de l’article L. 3332-17-1 du code du travail sont les suivantes :

* les entreprises d'insertion ;
* les entreprises de travail temporaire d'insertion ;
* Les associations intermédiaires ;
* Les ateliers et chantiers d'insertion ;
* Les organismes d'insertion sociale relevant de l'article L. 121-2 du code de l'action sociale et des familles ;
* Les services de l'aide sociale à l'enfance ;
* Les centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;
* Les régies de quartier ;
* Les entreprises adaptées ;
* Les établissements et services d'aide par le travail ;
* Les organismes agréés mentionnés à l'article L. 365-1 du code de la construction et de l'habitation ;
* Les associations et fondations reconnues d'utilité publique et considérées comme recherchant une utilité sociale au sens de l'article 2 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 précitée ;
* Les organismes agréés mentionnés à l'article L. 265-1 du code de l'action sociale et des familles ;
* Les établissements et services accompagnant et accueillant des enfants et des adultes handicapés mentionnés aux 2°, 3° et 7° du I de l'article L. 312-1 du code de l’action sociale et des familles.

Les demandes d’agrément ESUS doivent être effectuées par le représentant légal de l’entreprise demandeuse, auprès de la DDETS (direction départementale de l’emploi, du travail et des solidarités) du département dans lequel se situe le siège social de l’entreprise ou, lorsque celle-ci a son siège social dans un autre Etat membre de l’Union européenne, auprès de la DDETS du département de son principal établissement sur le territoire français.

**Le dossier est à adresser par voie postale à la direction départementale compétente :**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Département** | **Adresse à laquelle adresser sa demande** | **Pour contacter le service instructeur** |
| Aisne | DDETS de l’Aisne  Cité administrative  02016 LAON Cedex | Mme Clarisse Royer-Crecy Degrelle  [clarisse.royer-crecy-degrelle@aisne.gouv.fr](mailto:clarisse.royer-crecy-degrelle@aisne.gouv.fr) |
| Nord | DDETS du Nord  77, rue Gambetta  BP 20501  59022 LILLE cedex | [ddets-insertion-lille@nord.gouv.fr](mailto:ddets-insertion-lille@nord.gouv.fr) |
| Oise | DDETS de l’Oise  101 avenue Jean Mermoz  BP 10459  60004 Beauvais cedex | [ddets-esus@oise.gouv.fr](mailto:ddets-esus@oise.gouv.fr) |
| Pas­-de-Calais | DDETS du Pas-de-Calais  Résidence Saint-Pol  14 voie Bossuet  BP 20960  62033 Arras Cedex | Mme Julie Denis  [ddets-esus@pas-de-calais.gouv.fr](mailto:ddets-esus@pas-de-calais.gouv.fr) |
| Somme | DDETS de la Somme  40 rue de la Vallée  BP 71710  80017 Amiens | [ddets-esus@somme.gouv.fr](mailto:ddets-esus@somme.gouv.fr) |

# Présentation de l’entreprise

## Appartenance à l’une des catégories mentionnées au II de l’article L. 3332-17-1 du code du travail

**Cochez la case correspondant à la situation de l’entreprise** :

Entreprise d’insertion,

Entreprise de travail temporaire d’insertion,

Association intermédiaire,

Atelier et chantier d’insertion,

Organisme d'insertion sociale relevant de [l'article L.121-2 du code de l'action sociale et des familles](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000027573141&cidTexte=LEGITEXT000006074069&dateTexte=20200430&oldAction=rechCodeArticle&fastReqId=1600268138&nbResultRech=1),

Service de l’aide sociale à l’enfance,

Centre d’hébergement et de réinsertion sociale,

Régie de quartier,

Entreprise adaptée,

Etablissement ou service d'aide par le travail,

Organisme agréé parmi ceux mentionnés à [l'article L. 365-1 du code de la construction et de l'habitation](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000028808835&cidTexte=LEGITEXT000006074096&dateTexte=20200430&oldAction=rechCodeArticle&fastReqId=1462073921&nbResultRech=1),

Association ou fondation reconnue d'utilité publique et considérée comme recherchant une utilité sociale au sens de [l'article 2 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000029313296&idArticle=LEGIARTI000038588562&dateTexte=&categorieLien=idhttps://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000029313296&idArticle=LEGIARTI000038588562&dateTexte=&categorieLien=id) modifiée,

Organisme agréé mentionné à l'article [L. 265-1 du code de l'action sociale et des familles](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000037385701&cidTexte=LEGITEXT000006074069&dateTexte=20200505&oldAction=rechCodeArticle&fastReqId=1316751748&nbResultRech=1),

Etablissement ou service accompagnant et accueillant des enfants et des adultes handicapés parmi ceux mentionnés aux [2°, 3° et 7° du I de l'article L. 312-1 du même code](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000038833680&cidTexte=LEGITEXT000006074069&dateTexte=20200505&oldAction=rechCodeArticle&fastReqId=1707225142&nbResultRech=1).

## Identification de l’entreprise

Nom/Dénomination :

Statut juridique *(cochez la case correspondante)* :

Association  Coopérative  Mutuelle  Fondation

Numéro SIREN :

Autre élément d’identification (ex. : numéro RNA) :

Objet :

Activités principales :

Adresse du siège social :

Code postal :

Commune :

Téléphone :

Courriel :

Site internet :

## Identification du représentant légal

Nom :

Prénom :

Fonctions :

Téléphone :

Courriel :

# Type de demande : nouvelle demande ou renouvellement

**ATTENTION :** le dispositif ayant été réformé par la Loi n°2014-856 du 31 juillet 2014, les demandes émanant des entreprises qui bénéficiaient antérieurement d’un agrément « Entreprise solidaire » doivent être formulées en tant que **première demande** d’agrément « ESUS ».

Cochez la case correspondant à votre situation :

Première demande d’agrément ESUS

Demande de renouvellement d’agrément ESUS.

# Antériorité de l’entreprise demandeuse

|  |
| --- |
| **[Article R. 3332-21-3 du code du travail](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000030776888)** [:](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000030776888)  *« (…) III. - L’agrément est délivré pour une durée de cinq ans. Par exception, pour les entreprises créées depuis moins de trois ans à la date de la demande d’agrément, l’agrément est délivré pour une durée de deux ans ».* |

Date de création :

🡺 Agrément demandé pour une durée de :  5 ans  2 ans

Informations ou précisions complémentaires (date effective de début d’activité, évolutions structurelles depuis sa création, fusion, etc ….) :

# Pièces justificatives

1. Une copie des **statuts en vigueur** répondant aux exigences mentionnées à l’article L. 3332-17-1 du code du travail ;
2. **Tout document permettant de démontrer l’appartenance de l’entreprise à la liste du II de l’**[**article L. 3332-17-1 du code du travail**](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000041471643/);
3. **A défaut d’inscription dans les statuts, une attestation, prévue p. 9, du dirigeant que la condition du** 4° du I de l’[**article L. 3332-17-1** du **c**ode du travail](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000041471643/) **est respectée** (cf V. 4.);
4. **A défaut d’inscription dans les statuts, une attestation, prévue par p. 10, du dirigeant justifiant du respect de l’encadrement de la politique de rémunération** prévue au3° du I de l’[**article L3332-17-1 du code du travail**](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000041471643/)(cf V. 5.) ;
5. le cas échéant*,* une délégation de signature ;
6. **dans le cas d’une demande de renouvellement**, une copie de la précédente décision d’agrément.

# Les conditions à satisfaire

Chaque fois que demandé, extraire ci-après les dispositions des statuts de l’entreprise correspondant à la condition mentionnée, en veillant à bien citer le numéro des articles correspondants et à les mettre en valeur dans les statuts joints.

## Appartenance aux catégories mentionnées au II de l’article L. 3332-17-1 du code du travail (cf p. 3)

**Joindre tout document apportant la preuve de cette appartenance.**

## Appartenance à l’économie sociale et solidaire

**Aucun justificatif nécessaire**: Une entreprise se présentant sous la forme d’une association, d’une fondation, d’une mutuelle ou d’une coopérative appartient par définition à l’ESS, conformément à l’[article 1er de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire](https://www.legifrance.gouv.fr/loda/article_lc/LEGIARTI000029314926).

## Exercice d’une activité d’utilité sociale : condition applicable uniquement aux associations ou fondations reconnues d'utilité publique

Pour être éligibles «de plein droit et ESS », les associations **ou fondations reconnues d’utilité publique doivent pouvoir justifier de leur recherche d’utilité sociale** au sens de l'article 2 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire :

|  |
| --- |
| [**Article 2 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire**](https://www.legifrance.gouv.fr/loda/article_lc/LEGIARTI000038588562)**:**  *« Sont considérées comme poursuivant une utilité sociale au sens de la présente loi les entreprises dont l'objet social satisfait à titre principal à l'une au moins des quatre conditions suivantes :*  *1° Elles ont pour objectif d'apporter, à travers leur activité, un soutien à des personnes en situation de fragilité soit du fait de leur situation économique ou sociale, soit du fait de leur situation personnelle et particulièrement de leurs besoins en matière d'accompagnement social, médico-social ou sanitaire, ou de contribuer à la lutte contre leur exclusion. Ces personnes peuvent être des salariés, des usagers, des clients, des membres ou des bénéficiaires de cette entreprise ;*  *2° Elles ont pour objectif de contribuer à la préservation et au développement du lien social ou au maintien et au renforcement de la cohésion territoriale ;*  *3° Elles ont pour objectif de contribuer à l'éducation à la citoyenneté, notamment par l'éducation populaire et par la mise en œuvre de modes de participation impliquant, sur les territoires concernés, les bénéficiaires de ces activités. Elles participent ainsi à la réduction des inégalités sociales et culturelles, notamment entre les femmes et les hommes ;*  *4° Elles ont pour objectif de concourir au développement durable, à la transition énergétique, à la promotion culturelle ou à la solidarité internationale, dès lors que leur activité contribue également à produire un impact soit par le soutien à des publics vulnérables, soit par le maintien ou la recréation de solidarités territoriales, soit par la participation à l'éducation à la citoyenneté. »* |

**Présentation des activités d’utilité sociale :**

**Besoins socio-économiques couverts :**

**Publics bénéficiaires** (caractéristiques sociales, nombre, etc.) – Uniquement pour les structures Hors SIAE (ACI, EI, ETTI, AI) et EA (cf liste Page 2)

**Moyens mis en œuvre** - Uniquement pour les structures hors SIAE (ACI, EI, ETTI, AI) et EA (cf liste p. 3)

**Zone géographique ou territoire d’exercice des activités -** Uniquement pour les structures hors SIAE (ACI, EI, ETTI, AI) et EA (cf liste p. 3)

**Informations complémentaires éventuelles -** Uniquement pour les structures hors SIAE (ACI, EI, ETTI, AI) et EA (cf liste p. 3)

## Non-admission des titres de capital aux négociations sur un marché réglementé

|  |
| --- |
| [**Article L. 3332-17-1 du code du travail**](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000041471643/) :  *« I. - Peut prétendre à l'agrément " entreprise solidaire d'utilité sociale " l'entreprise qui relève de l'article 1er de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire et qui remplit les conditions cumulatives suivantes :*  *(…) 4° Les titres de capital de l'entreprise, lorsqu'ils existent, ne sont pas admis aux négociations sur un marché d'instruments financiers, français ou étranger, dont le fonctionnement est assuré par une entreprise de marché ou un prestataire de services d'investissement autre qu'une société de gestion de portefeuille ou tout autre organisme similaire étranger. »* |

**Pour justifier du respect de cette condition, vous disposez de deux possibilités :**

* **Soit préciser ci-après les dispositions correspondantes des statuts de l’entreprise :**
* **soit, à défaut d’inscription dans les statuts, fournir l’attestation du dirigeant prévue p. 9**

## Encadrement de la politique de rémunération

|  |
| --- |
| [**Article L. 3332-17-1 du code du travail**](https://www.legifrance.gouv.fr/codes/article_lc/LEGIARTI000041471643/) :  *« I. - Peut prétendre à l'agrément " entreprise solidaire d'utilité sociale " l'entreprise qui relève de l'article 1er de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire et qui remplit les conditions cumulatives suivantes :*  *(…) 3° La politique de rémunération de l'entreprise satisfait aux deux conditions suivantes :*  *a) La moyenne des sommes versées, y compris les primes, aux cinq salariés ou dirigeants les mieux rémunérés n'excède pas, au titre de l'année pour un emploi à temps complet, un plafond fixé à sept fois la rémunération annuelle perçue par un salarié à temps complet sur la base de la durée légale du travail et du salaire minimum de croissance, ou du salaire minimum de branche si ce dernier est supérieur ;*  *b) Les sommes versées, y compris les primes, au salarié ou dirigeant le mieux rémunéré n'excèdent pas, au titre de l'année pour un emploi à temps complet, un plafond fixé à dix fois la rémunération annuelle mentionnée au a »* |

**Pour justifier du respect de cette condition, vous disposez de deux possibilités :**

* **Soit préciser ci-après la disposition correspondante des statuts de l’entreprise :**
* **soit, à défaut d’inscription dans les statuts, fournir l’attestation du dirigeant prévue p. 10**

Je, soussigné(e) *(nom et prénom)* :

Qualité :

représentant(e) légal(e) de :

certifie exactes et sincères les informations du présent dossier et demande l’octroi de l’agrément d’entreprise solidaire d’utilité sociale.

Je m’engage à respecter les conditions établies dans le présent dossier pendant la durée de l’agrément demandé.

Dans le cas d’une association, j’atteste sur l’honneur que l’association s'engage à respecter le contrat d'engagement républicain prévu à l'article 10-1 de la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et approuvé par le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021.

Fait à , le

Signature[[1]](#footnote-1) Cachet de la structure

**ATTESTATION SUR L’HONNEUR –**

**NON-ADMISSION DES TITRES DE CAPITAL SUR UN MARCHÉ RЀGLEMENTÉ**

Je soussigné(e) : ,

Dirigeant de l’entreprise : ,

atteste sur l’honneur que les titres de capital de l'entreprise, lorsqu'ils existent, ne sont pas admis aux négociations sur un marché d'instruments financiers, français ou étranger, dont le fonctionnement est assuré par une entreprise de marché ou un prestataire de services d'investissement autre qu'une société de gestion de portefeuille ou tout autre organisme similaire étranger.

Fait à :

Le :

SIGNATURE

**ATTESTATION SUR L’HONNEUR –**

**ENCADREMENT DE LA POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION DE L’ENTREPRISE**

Je soussigné(e) : ,

Dirigeant de l’entreprise : ,

atteste sur l’honneur que la politique de rémunération de l'entreprise satisfait aux deux conditions suivantes, mentionnées au 3° du I de l’article L. 3332-17-1 du code du travail :

a) La moyenne des sommes versées, y compris les primes, aux cinq salariés ou dirigeants les mieux rémunérés n'excède pas, au titre de l'année pour un emploi à temps complet, un plafond fixé à sept fois la rémunération annuelle perçue par un salarié à temps complet sur la base de la durée légale du travail et du salaire minimum de croissance, ou du salaire minimum de branche si ce dernier est supérieur ;

b) Les sommes versées, y compris les primes, au salarié ou dirigeant le mieux rémunéré n'excèdent pas, au titre de l'année pour un emploi à temps complet, un plafond fixé à dix fois la rémunération annuelle mentionnée au a.

Fait à :

Le :

SIGNATURE

1. Si le signataire n’est pas le représentant légal de l’entreprise, joindre une délégation de signature. [↑](#footnote-ref-1)